

Lycée Nelson Mandela



X



Introduction

Les statistiques ont joué un rôle très important au cours de l'épidémie de Covid-19, apparaissant tantôt durant les conférences de presse des responsables politiques, tantôt dans les médias. Elles permettaient en effet d'illustrer l'état de la situation, et d'en évaluer l'évolution. Les statistiques peuvent donc nous apprendre bien des choses, lorsqu'elles sont correctement exploitées.

Les risques économiques et sociaux sont des événements provoquant soit des dépenses importantes, soit une diminution des revenus d'un individu, qui doit alors être pris en charge par la société. Y figurent notamment le décès, la maladie, le chômage, la maternité et les charges de famille. Il est pertinent d'étudier leurs variations et l'impact qu'elles ont sur la population, afin de comprendre l'évolution de la situation des membres d'une société donnée.

Quels effets la crise sanitaire a-t-elle eu sur les risques économiques et sociaux en France ? Cette question en soulève d'autres, sous-jacentes, qui nous permettront de répondre à la première :

- La pandémie a-t-elle eu un impact sur les décès en France ?
- Où la pandémie a-t-elle eu l'effet le plus prononcé sur la mortalité ?
- Quelles catégories de personnes ont été les plus touchées par l'augmentation de la mortalité due à l'épidémie de Covid-19 ?
- Quel impact a eu l'épidémie sur l'emploi, les conditions de travail et la situation financière des foyers en France ?
- Quelles conséquences l'épidémie de Covid-19 a-t-elle eu sur le quotidien des Français (vie de famille, travail scolaire) ?

Nous avons utilisé le logiciel Excel, le langage de programmation Python, DataWrapper pour les cartes et enfin PowerPoint. Nous avons effectué certains calculs, pour vérifier des données ou faire certains graphiques : moyenne, écart-type, taux d'évolution, valeur absolue.

Lecture de l'ensemble des tableaux, recherche des définitions des différents indicateurs et variables afin de les comprendre, tri des tableaux par catégories (mortalité, scolaire, travail, vie quotidienne), sélection des idées importantes dans les tableaux afin de répondre au sujet, création de graphiques à l'aide des données fournies ou de celles calculées. Discussion avec notre professeur sur la méthode d'approche de cette épreuve.

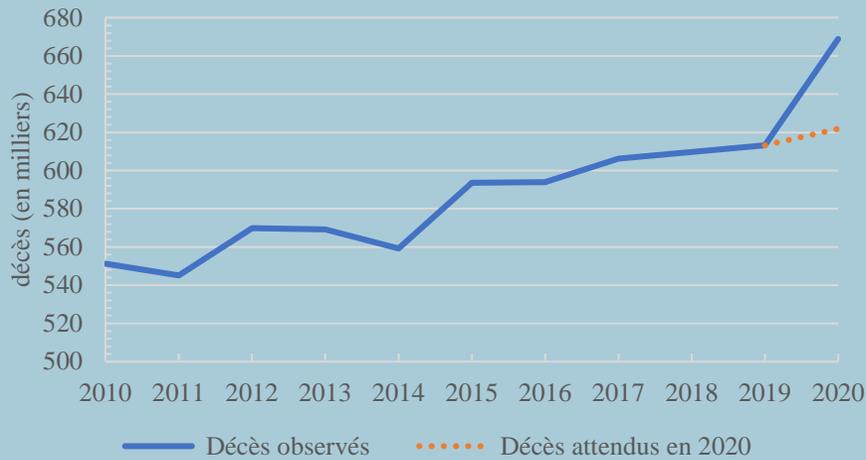
Comprendre qui était ou non pris en compte dans les mesures lorsqu'il était question de « décès dus au Covid-19 » était primordial.

Nous baignons depuis deux ans dans des statistiques sur le Covid-19, et il était difficile, mais important de faire abstraction des informations et études que nous avons lues précédemment.

Certaines des données utilisées proviennent de sondages et d'enquêtes, nous sommes partis du postulat que les échantillons étaient équilibrés et représentatifs. N'ayant aucun moyen de le vérifier, cela peut s'avérer être incorrect, et nos conclusions auraient alors de fortes chances d'être erronées. De plus, nous allons seulement nous intéresser à l'année 2020, bien que la pandémie ait continué les années suivantes. Nos études sont faites à l'échelle de la France, le plus souvent métropolitaine, bien que les DROM soient parfois pris en compte.

(1) La pandémie a-t-elle eu un impact sur les décès en France ?

Décès observés en France sur la période 2010 à 2020



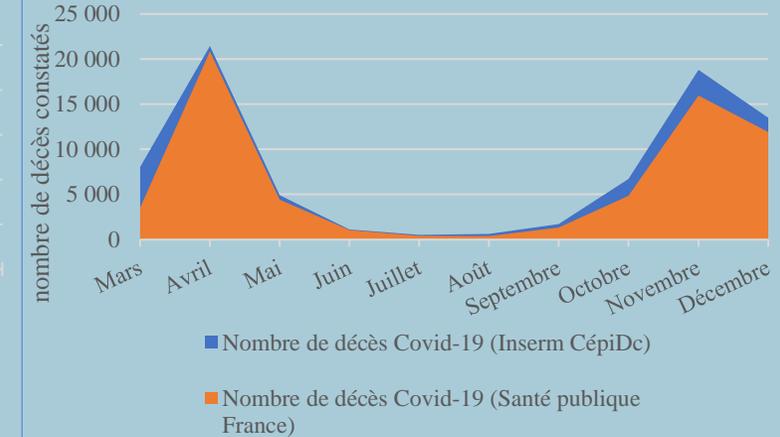
- Une forte hausse des décès peut être constatée en 2020 en France, une année dont le nombre de décès observés (en bleu) est bien supérieur au nombre de décès attendus (en orange). Cette hausse est la plus importante de la dernière décennie. Les prévisions prennent le vieillissement et l'augmentation de la population, et sont en temps normal donc très fiables.
- La seule cause plausible de cette hausse est l'épidémie de Covid-19. En effet, on constate 47 000 décès supplémentaires en 2020 par rapport aux estimations, qui étaient pourtant correctes en 2019. Ces décès supplémentaires se sont produits durant la période de mars à décembre, donc au cours de l'épidémie. Les deux premiers mois de l'année, pendant lesquels l'épidémie de Covid-19 ne s'était pas encore déclarée en France, ont même connu un nombre de décès inférieur aux prévisions de plus de 8 900 morts. L'épidémie peut donc être déclarée comme étant le principal facteur ayant causé cette augmentation imprévue des décès. On peut donc dire que l'épidémie a fait augmenter les risques sociaux en France en 2020, car elle a fait augmenter la mortalité.

Décès observés et attendus en 2020 (par mois) en France



- On constate que les décès observés sont largement supérieurs aux décès attendus durant les périodes mars-avril et octobre-décembre 2020. Le restant de l'année, l'écart entre les décès est léger ou nul. Pour les mois de janvier et février, les décès observés sont inférieurs aux décès attendus.
- Comme vu précédemment, les risques sociaux ont augmenté en 2020. Cependant, cette augmentation n'a pas eu lieu sur l'année entière, seulement au cours de deux périodes, les deux "vagues". Les risques ont donc connu une hausse significative seulement durant les pics de l'épidémie.

Nombre de décès dus au Covid-19 selon Santé publique France et Inserm CépiDc

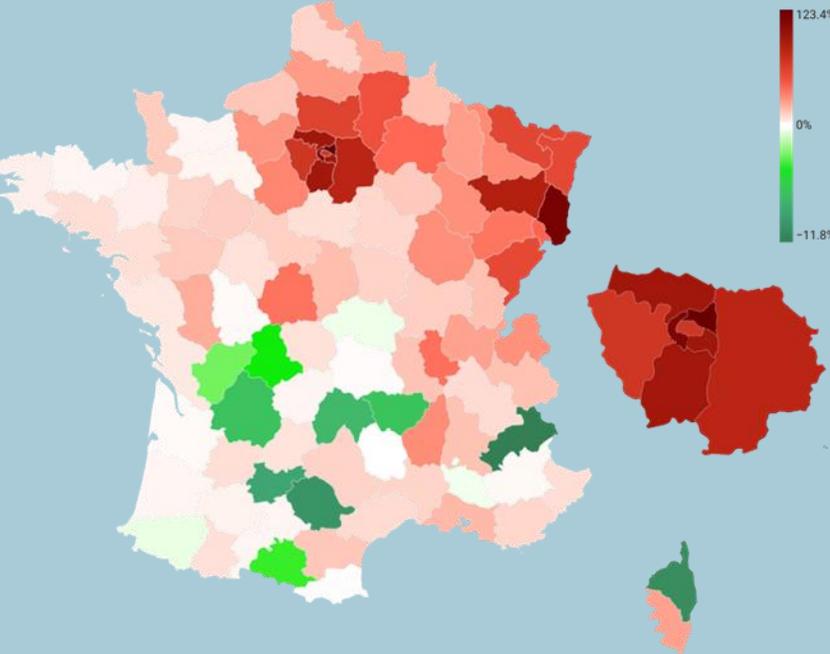


- Les deux organismes ont étudié le même phénomène. On remarque qu'ils n'annoncent pas le même nombre de décès. L'écart est fort durant les vagues, lorsque beaucoup de morts sont annoncés, et faible ou inexistant entre les pics. La différence peut parfois atteindre la centaine voire plusieurs milliers de décès mensuels.
- Il est primordial de connaître la source de ses données et ce qui est mesuré. Ainsi, l'Inserm CépiDc annonce un nombre de décès supérieur au nombre de décès annoncé par Santé publique France, car il prend tous les décès relevés dus au Covid-19 en compte, contrairement à Santé publique France, qui ne comptabilise que les décès dus au Covid-19 survenus à l'hôpital ou en établissement pour personnes âgées. C'est pourquoi les données de l'Inserm CépiDc sont plus représentatives de la virulence de l'épidémie, car plus complètes. Elles sont donc à privilégier dans notre étude. Cela illustre la difficulté du travail statistique en temps de crise et l'importance de la précision dans la définition des éléments mesurés.

La mortalité a connu une forte augmentation en 2020 en France, bien supérieure aux prévisions. Cette augmentation débute avec l'épidémie de Covid-19, la cause des décès supplémentaires. Elle s'est le plus fait ressentir pendant les deux vagues, de mars à avril et d'octobre à décembre 2020. On peut donc dire que les risques sociaux ont augmenté à cause du Covid, car le nombre de décès a également fortement augmenté, et de manière anormale. Le nombre de morts est compté par différents organismes, mais c'est l'Inserm CépiDc qui donne les informations les plus complètes sur le nombre de décès dus à l'épidémie de Covid-19 en France.

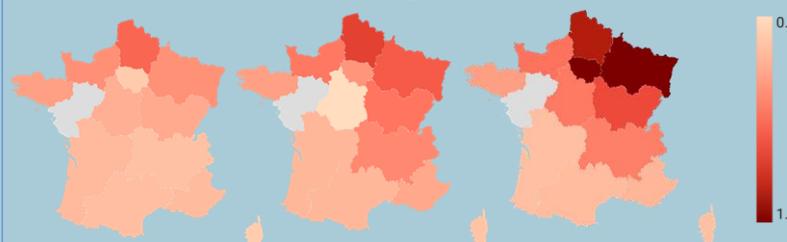
(2) Où la pandémie a-t-elle eu l'effet le plus prononcé sur la mortalité ?

Evolution entre 2019 et 2020 des décès cumulés entre le 1^{er} mars et le 30 avril par départements en France métropolitaine



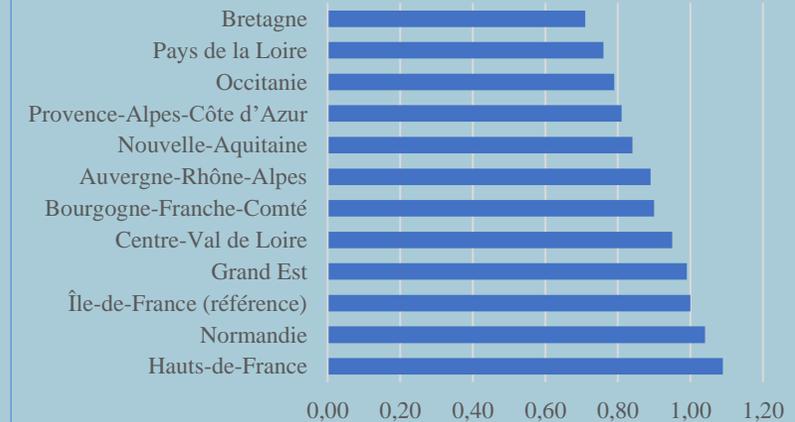
- On remarque que les décès cumulés entre le 1er mars et le 30 avril sont les plus élevés dans les départements des régions d'Île-de-France et du Grand Est.
- Certaines régions ont été plus touchées que d'autres, notamment l'Île-de-France et le Grand Est. La mortalité dans le Haut-Rhin et en Seine-Saint-Denis a plus que doublé durant cette période. Il est à noter que le Haut-Rhin a été l'un des premiers départements à être gravement touché par l'épidémie, peut-être à cause de l'importance du tourisme asiatique en Alsace. La crise du Covid-19 a donc eu un impact inégal sur les risques sociaux dans les différents départements de France.

La Mortalité en France métropolitaine en 2019, 2020 et durant la 1^{re} vague (de mars à avril 2020) en fonction de la région de résidence (avec la Bretagne pour référence)



- On constate que la mortalité a plus fortement augmenté qu'en Bretagne dans certaines régions, notamment durant la première vague dans le Grand-Est et en Île-de-France, où elle est 1,5 fois supérieure à la mortalité en Bretagne pendant la première vague, alors qu'elle y est égale en temps normal.
- La première vague de l'épidémie de Covid-19 semble avoir été plus forte dans les régions du nord-est que dans le restant de la France. L'écart entre la mortalité de ces régions et celle du restant de la France n'est visible qu'au plus fort de l'épidémie, et est donc causé par le Covid-19. L'espérance de vie a baissé de 1,1 année dans le Grand-Est et de 1,4 année en Île-de-France.
- Les communes densément peuplées en Île-de-France ont une mortalité presque 10% inférieure que les villes intermédiaires en période normale, alors que la mortalité y est supérieure de 10% durant la première vague. Les communes très peu denses dans la région du Grand-Est ont une mortalité inférieure d'environ 10% par rapport aux villes de densité intermédiaire en période normale. La différence s'accroît pendant la première vague de l'épidémie de Covid-19 : elle y est alors inférieure de plus de 30%. On peut supposer que les phénomènes sont similaires dans les deux régions. La densité de population a donc une influence importante sur la mortalité en 2019 et 2020 dans le Grand-Est et en Île-de-France, plus particulièrement durant la première vague du Covid-19.

Impact du facteur région sur la probabilité de souffrir d'obésité ou d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19 en 2020 en France métropolitaine avec l'Île-de-France pour référence

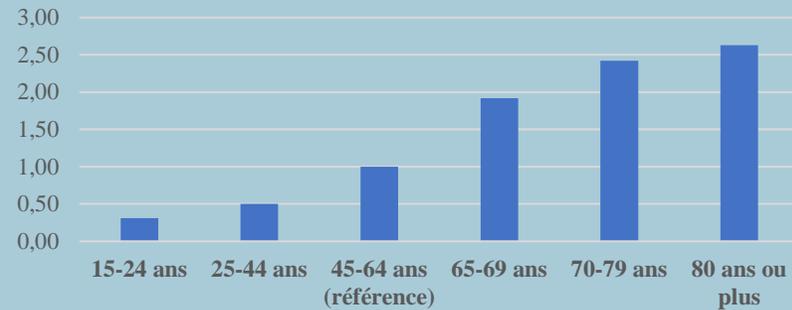


- On observe que la probabilité de souffrir d'obésité ou d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19 est la plus forte en Île-de-France, en Normandie, dans le Grand Est et dans les Hauts-de-France. Elle est la plus faible en Bretagne.
- Le constat que l'Île-de-France, le Grand Est et les Hauts-de-France sont les régions avec le taux de mortalité le plus élevé peut être expliqué en partie par cette probabilité supérieure à la moyenne de souffrir d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19. On remarque que déjà en 2019 et 2020, les Hauts-de-France avaient une mortalité supérieure à celle du restant de la France, ce qui peut être expliqué par une forte probabilité de souffrir d'obésité ou d'une pathologie à risque, rendant les individus plus vulnérables.

La crise sanitaire a eu un impact inégal sur les risques sociaux en France. Certaines régions ont été plus touchées que d'autres par l'épidémie de Covid-19, en particulier l'Île-de-France, le Grand Est et les Hauts-de-France. Parmi les différentes causes pouvant expliquer les différences pourraient figurer la densité de population ou encore la probabilité de souffrir d'obésité ou d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19.

(3) Quelles catégories de personnes ont été les plus touchées par l'augmentation de la mortalité due à l'épidémie de Covid-19 ?

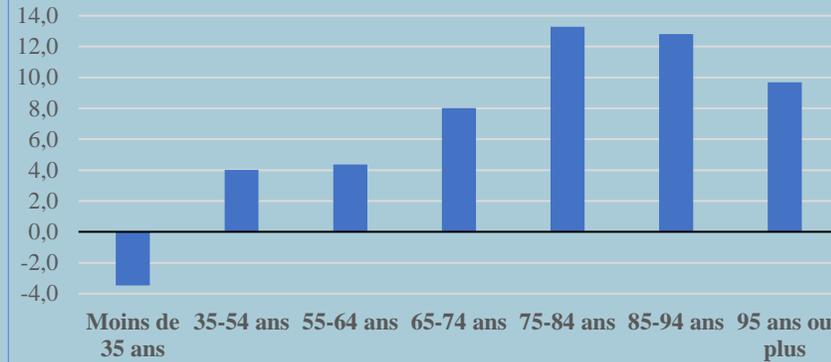
Probabilité de souffrir d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19 en fonction de l'âge (avec les 45-64 ans pour référence) en France métropolitaine



➤ On constate que plus l'âge augmente, plus la chance de souffrir d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19 augmente. Ces pathologies n'augmentent pas les chances d'être contaminé, mais vont impacter la gravité de la maladie. Ainsi, une personne souffrant de ces pathologies aura plus de chances de développer une forme grave de la maladie, et aura donc une chance plus élevée d'en décéder. C'est néanmoins un facteur à considérer avec du recul, car les personnes souffrant de ces pathologies peuvent mourir à cause de leur pathologie et non du Covid-19 pendant leur période de contamination avec le Covid-19. Leur décès serait alors injustement imputé au coronavirus.

➤ Il y a donc une corrélation positive entre l'âge et la probabilité de souffrir d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19. Les personnes âgées sont donc plus vulnérables face au Covid-19 que les plus jeunes.

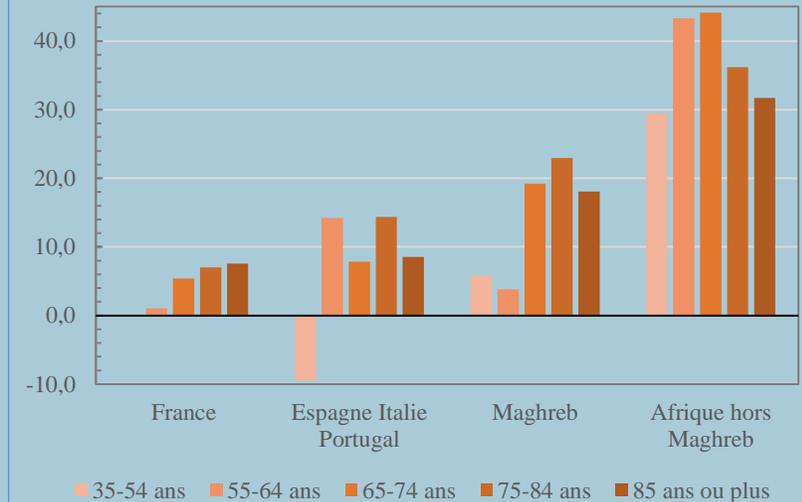
Moyenne de l'évolution du quotient de mortalité par tranche d'âge entre 2019 et 2020 en France



➤ On voit une forte augmentation du quotient de mortalité chez les personnes ayant plus de 64 ans. Par ailleurs, le quotient de mortalité des moins de 35 ans a diminué, il y a donc eu moins de morts en 2020 qu'en 2019 dans cette tranche d'âge.

➤ Il y a une corrélation positive entre l'âge et l'évolution du quotient de mortalité entre 2019 et 2020 en France. Cette augmentation plus forte chez les plus âgés nous semble être corrélée aux risques de souffrir d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19. Ainsi, il y a eu plus de morts dans ces tranches d'âge que dans les autres, car elles étaient plus vulnérables, ayant plus souvent des pathologies à risque que les autres tranches de la population. Ce sont donc nos aînés qui ont été les plus touchés par la pandémie. Il y a une inégalité causée par l'âge face aux risques sociaux.

Evolution des quotients de mortalité entre 2019 et 2020 par tranches d'âge en France en fonction du pays d'origine (en %)



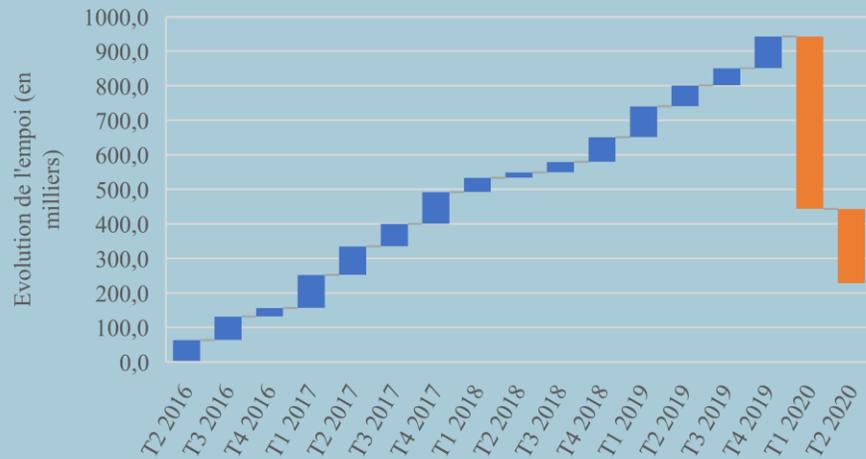
➤ On remarque que les quotients de mortalité ont bien moins augmenté pour les personnes nées en Europe de l'ouest, des pays "riches", que pour les personnes nées en Afrique, dans des pays moins développés.

➤ Il y a des différences sociales entre ces populations, car elles n'ont pas immigré pour les mêmes raisons : les personnes nées en Afrique sont plus susceptibles d'avoir fui pour des raisons politiques et d'avoir une situation instable et difficile en France que les autres. Cela a un impact sur la taille de leur logement ou la densité de leur commune de résidence. Ces facteurs conduiraient à une augmentation du risque de mortalité, qui s'est même fait ressentir pour les moins âgés nés en Afrique (+30%), alors que les jeunes nés en Europe de l'Ouest ne sont pas touchés par l'épidémie, leur quotient de mortalité a même baissé. La crise du Covid-19 a donc accentué les inégalités sociales causées par l'origine géographique.

On constate que nous ne sommes pas tous égaux face au Covid-19. Les personnes âgées sont bien plus touchées que les autres, en partie parce qu'elles sont plus susceptibles de contracter des pathologies leur faisant risquer des formes plus graves de Covid-19. Un autre facteur est qu'elles sont naturellement plus faibles de par leur vieillesse. Le pays de naissance d'un individu apparaît également comme étant un facteur pouvant entraîner une augmentation des risques sociaux causée par le Covid-19, car il peut impacter les conditions de vie des individus.

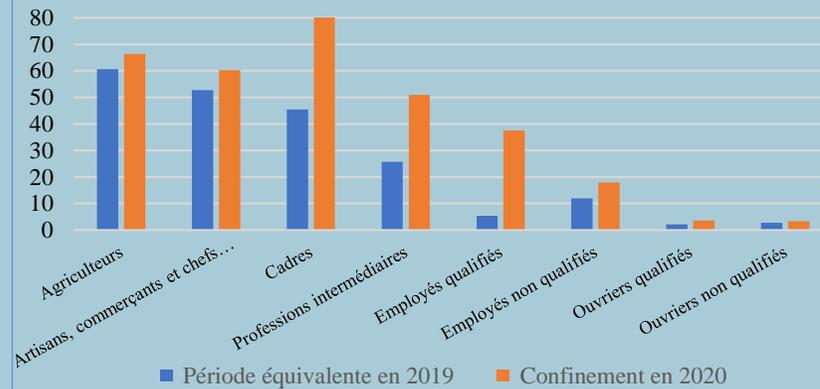
(4) Quel impact a eu l'épidémie sur l'emploi, les conditions de travail et la situation financière des foyers en France ?

Evolution de l'emploi salarié par trimestre en France hors Mayotte



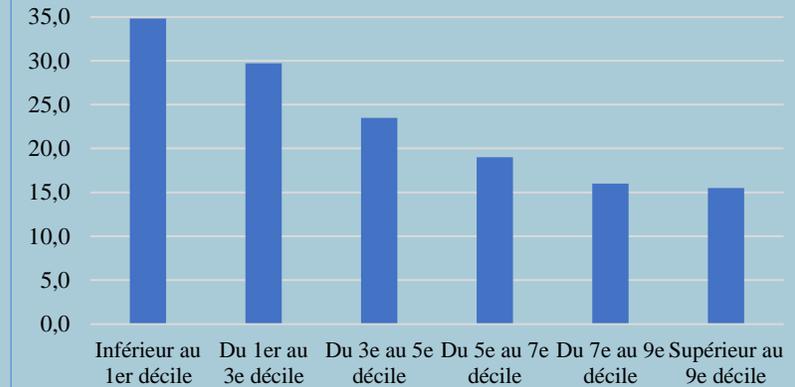
- On constate que le nombre d'emplois salariés a augmenté en France jusqu'en 2019, et qu'il a très fortement chuté au cours des deux premiers trimestres de 2020. Près de 700 000 emplois ont été détruits durant ces deux trimestres.
- Cette baisse du nombre de postes est sans doute causée par la pandémie, qui a eu un effet dévastateur sur l'emploi. Le confinement a causé la destruction d'emplois dans de nombreux domaines, comme ceux de la culture, du tourisme et de la restauration. En effet, toute leur clientèle était confinée. Les risques sociaux et économiques se sont donc drastiquement accrus en 2020, car de nombreuses personnes ont perdu leur emploi, ou ont douté de la sécurité de leur emploi. Les nouveaux chômeurs ont dû être pris en charge par la société. Confinement oblige, de nombreuses entreprises ont dû adapter leur mode de travail, notamment avec le travail à domicile. Comme beaucoup de personnes perdent leur travail, on peut supposer que leur situation financière se dégrade. La sécurité emploi est en effet un possible facteur d'inégalités face aux risques économiques.

Part de personnes ayant travaillé à domicile en 2019 et 2020 (en %)



- On observe que la part de personnes ayant travaillé à leur domicile a fortement augmenté durant le confinement en 2020 : elle a plus que doublé. Cette hausse est la plus forte chez les cadres, les professions intermédiaires et les employés qualifiés. Elle est presque nulle chez les ouvriers, et n'est pas très marquée chez les agriculteurs et commerçants, dont la part était déjà très élevée.
- La pandémie semble avoir impacté le mode de travail de nombreuses personnes, qui ont bien plus travaillé chez elles. Certaines professions travaillaient déjà à domicile. Ensuite, il n'y a pas vraiment eu d'augmentation pour les ouvriers, ne pouvant pas réaliser leur travail à domicile. Enfin, c'est surtout le mode de travail des cadres et employés qui s'est modifié : 7 fois plus d'employés qualifiés travaillaient à domicile durant le confinement en 2020 que sur la même période en 2019, leur travail pouvant être fait à domicile. La part des personnes travaillant à domicile a certes augmenté chez les employés qualifiés, mais ne représente pour autant que 40% des employés qualifiés. Durant la pandémie, travailler hors de chez soi augmente les risques de contamination, il y aurait donc une inégalité face aux risques sociaux due à la profession des individus. Les personnes dont le travail ne peut pas être fait à domicile, comme les ouvriers et la majeure partie des employés, s'exposent plus que les autres à un potentiel risque de contamination.

Part des personnes ayant déclaré que leur situation financière s'était dégradée depuis le début du confinement (en %) selon le niveau de vie

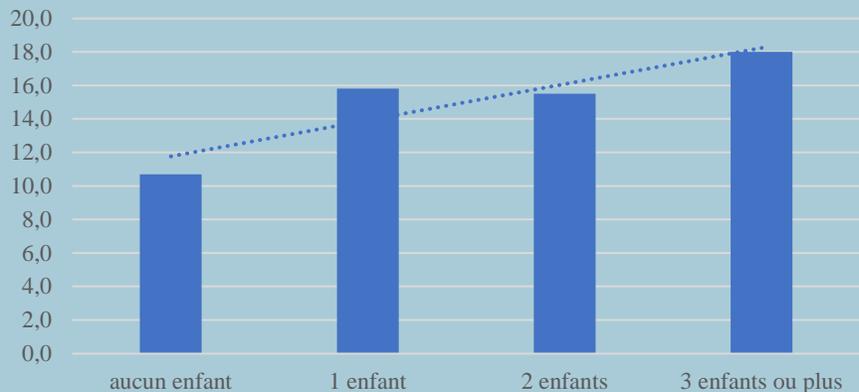


- On remarque que la part de personnes ayant déclaré que leur situation financière s'était dégradée depuis le début du confinement est corrélée négativement à leur niveau de vie. Presque 35% du dernier décile déclarent que leur situation financière s'est dégradée, contre seulement 15% pour ceux dont le niveau de vie est supérieur au 9^e décile, soit plus de deux fois moins.
- C'est la situation des personnes les plus pauvres qui s'est dégradée le plus. Les plus riches ont été moins touchés par cette dégradation financière. Il y a donc une inégalité liée au niveau de vie face aux risques économiques de la crise, car les plus riches sont 2 fois moins touchés que les plus pauvres. Cette dégradation de la situation financière est liée à la destruction de nombreux emplois en 2020. Ceux dont les fins de mois étaient déjà difficiles et dont le salaire ne permettait pas de mettre de l'argent de côté en cas de situation difficile ont vu leur niveau de vie baisser, tandis que ceux ayant un salaire suffisant pour épargner ont eu moins de mal. Il serait intéressant d'étudier la part de personnes déclarant que leur situation financière s'est beaucoup améliorée en fonction de leur niveau de vie des années précédentes.

Baucoup d'emplois ont été supprimés durant les deux premiers trimestres de 2020, à cause de la pandémie. De nombreux ménages ont vu leur situation financière se dégrader, en particulier les moins aisés, du fait de la perte de nombreux emplois. La pandémie a donc creusé les inégalités économiques tout en créant plus de risques économiques liés à l'emploi. Celui-ci a évolué, les emplois le pouvant passant en travail à domicile, d'autres restant en travail à l'extérieur, ce qui augmente leur risque de contamination.

(5) Quelles conséquences l'épidémie de Covid-19 a-t-elle eu sur le quotidien des Français (vie de famille, travail scolaire) ?

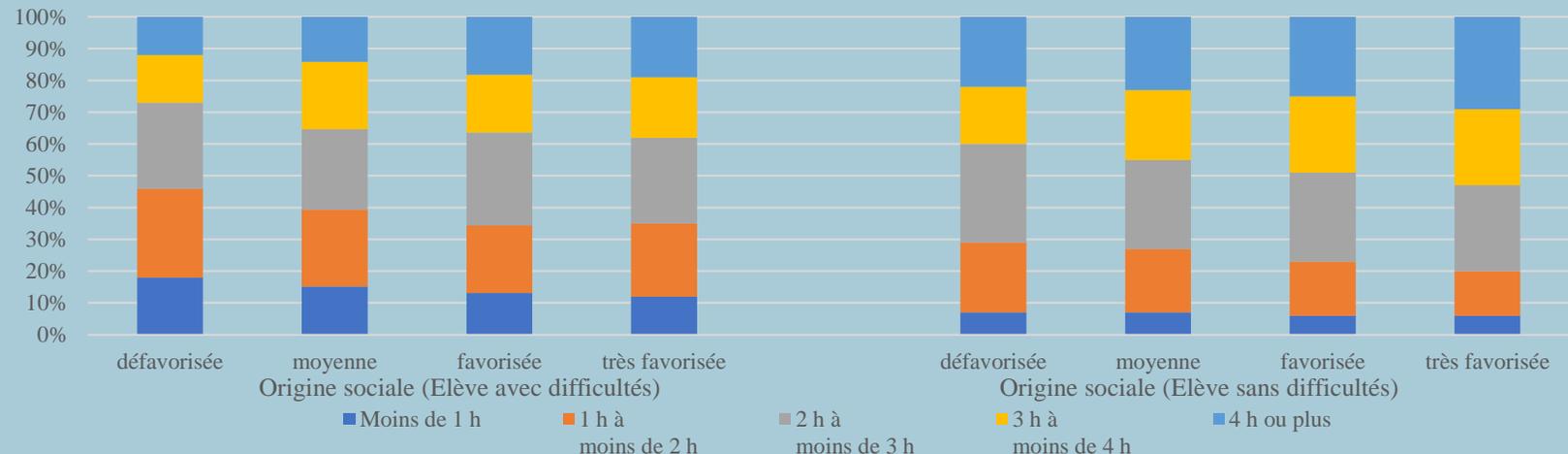
Part des personnes en France en couple déclarant se disputer plus que d'habitude avec le premier le confinement, en fonction de leur nombre d'enfants



➤ On constate que plus il y a d'enfants au sein d'une famille, plus le nombre de disputes a augmenté durant le confinement. De plus, 18% des personnes habitant dans un logement surpeuplé déclarent se disputer plus que d'habitude, contre seulement 12% dans les logements non surpeuplés.

➤ Si le confinement semble avoir impacté le nombre de disputes au sein des couples, avec une augmentation de 13%, il semblerait que le nombre d'enfants impacte cette augmentation. Le fait de rester constamment avec les mêmes personnes augmente le nombre de disputes. Si à cela s'ajoute un grand nombre d'enfants, la fatigue et l'agacement ne peuvent qu'exacerber l'énervement, les enfants étant source de nombreuses perturbations. La fréquence des disputes ayant un impact sur la qualité de vie d'une famille, pouvant même conduire jusqu'aux violences conjugales, on peut les considérer comme un facteur de risques sociaux. Avec le premier confinement, les risques sociaux ont ainsi augmenté dans certains foyers en France, qui ont vu leur nombre de disputes au sein du couple s'accroître fortement, particulièrement ceux avec des enfants ou habitant des logements surpeuplés.

Temps quotidien consacré par les élèves du second degré à leurs activités scolaires pendant la période de fermeture des établissements scolaires selon leur origine sociale



➤ On remarque que les élèves avec des difficultés scolaires ont en moyenne consacré moins de temps au travail scolaire que les élèves sans difficultés. On remarque également que plus l'élève évolue dans un milieu favorisé, plus il consacre de temps aux activités scolaires. Un élève en difficulté a sans doute besoin d'être accompagné. S'il se retrouve à devoir travailler seul, il cessera de consacrer son temps aux activités scolaires. Dans le même esprit, un élève qui ne rencontre aucune difficulté se mettra plus facilement au travail, et consacrera ainsi plus de temps aux activités scolaires.

➤ Le milieu social joue également un rôle. Les enfants issus de milieux moins favorisés consacrent en moyenne moins de temps aux activités scolaires que ceux des milieux plus favorisés. En effet, comme les parents des enfants en milieu favorisé ont en moyenne un niveau de diplôme supérieur aux autres, leur milieu va stimuler les enfants, dont le capital culturel est également plus important. Les enfants des milieux favorisés sont plus facilement aidés par leurs parents, seuls 6% d'entre eux n'ont pas pu obtenir d'aide parce que leurs parents avaient des difficultés à les aider, alors qu'ils sont 17% dans les milieux défavorisés. Les conditions de travail sont également influencées par l'origine sociale : 27% des enfants venant de milieux défavorisés avaient des problèmes de connexion, contre seulement 15% dans les milieux les plus favorisés. Ces problèmes existaient certainement avant la pandémie, mais leur effet était mineur : un élève avec des problèmes d'internet pouvait faire ses recherches à l'école, un élève dont les parents avaient des difficultés à l'aider pouvait facilement se faire aider par ses professeurs et leur poser directement ses questions. Le confinement retirant certaines des infrastructures et ressources proposées par l'établissement, ces difficultés, jusqu'alors contournables, sont devenues des problèmes quotidiens d'importance majeure.

➤ Ainsi, les différences de milieu social ont fortement impacté le travail scolaire durant le confinement : les conditions de travail et l'aide apportée n'étant pas les mêmes, les inégalités entre les enfants des milieux favorisés et ceux des milieux défavorisés se sont creusées. On peut considérer cela comme une augmentation des risques économiques et sociaux, qui sera donc plus forte pour les enfants des milieux défavorisés, car cette dégradation de la qualité du travail scolaire pourrait impacter la valorisation de leur futur diplôme et donc leur revenu et niveau de vie.

La crise du Covid-19 a donc fortement impacté le quotidien des Français. Le confinement a causé une forte augmentation du nombre de disputes, ce qui a peut-être eu un impact sur la qualité de vie au sein des familles mais a pu également avoir des répercussions sur la vie professionnelle. Bien que très peu concernés par les risques de la pandémie, les enfants et adolescents ont néanmoins souffert de nombreuses difficultés liées au travail scolaires, notamment matérielles. Cela a creusé les inégalités de chances entre les différentes classes sociales, et par la même occasion augmenté les futurs risques sociaux et économiques des jeunes.

Conclusion

- La crise sanitaire a eu de nombreux effets sur les risques économiques et sociaux en France. Elle a évidemment impacté la mortalité, notamment en Ile-de-France, dans le Grand-Est et les Hauts-de-France. De plus, certaines catégories de personnes ont été plus touchées que d'autres par l'augmentation de la mortalité due à l'épidémie de Covid-19 : les personnes souffrant de diabète ou d'une pathologie à risque de forme grave de Covid-19 ainsi que les personnes âgées sont les plus fortement touchées. Mais la crise a également eu un impact sur l'emploi, avec la destruction de plusieurs centaines de milliers de postes, ce qui a impacté la situation financière de nombreux foyers en France, avec un effet plus prononcé sur les personnes les plus défavorisées. La crise a également eu un effet sur la vie quotidienne des Français, dont la qualité de la vie familiale s'est dégradée à cause de disputes plus fréquentes, une augmentation à nouveau plus marquée chez les plus défavorisés. Enfin, l'égalité des chances à l'école a à nouveau été ébranlée, les enfants ne travaillant pas tous dans les mêmes conditions chez eux. La crise a donc fait augmenter les risques sociaux en France et a creusé les inégalités.
- Pour terminer sur une note plus positive, nous allons nous intéresser à l'évolution de l'accès à la culture. Bien que nous n'ayons pas pu mesurer tous les facteurs jouant sur cette évolution, nous avons pu par exemple remarquer que la part de cadres ayant au moins une pratique en amateur en 2018 (61%) était deux fois supérieure à celle des ouvriers (28%). Grâce au confinement, cet écart a quasiment disparu, la part d'ouvriers ayant une pratique en amateur (40%) étant presque égale à celle des cadres (43%). Les ouvriers ayant plus de temps grâce au confinement, ils ont eu l'occasion d'avoir plus de pratiques culturelles. Il semblerait donc que la culture se soit démocratisée durant le confinement. La part de jeunes âgés de 15 à 24 ans réalisant diverses pratiques culturelles, comme la musique, le dessin, le montage vidéo ou encore la danse a elle aussi doublé entre 2018 et le premier confinement. La crise du Covid-19 avec le confinement ont changé nos modes de vie, favorisant certains modes d'accès à la culture, tout en restreignant l'accès aux lieux traditionnels dédiés à la culture, notamment les théâtres, les salles de concert et les cinémas. Ces nouveaux modes de vie ont facilité l'accès à la culture et à la pratique culturelle chez soi, ou via Internet. Le confinement a permis un plus large accès à la culture pour tous, contribuant ainsi à diminuer leurs risques sociaux, au travers de l'augmentation du bagage culturel des jeunes confinés, augmentant leurs chances d'obtention d'un diplôme plus valorisé sur le marché du travail et donc d'un emploi plus sûr. Le confinement a donc eu un effet bénéfique de ce point de vue-là sur les risques économiques et sociaux.

En somme, la pandémie et le confinement qu'elle a causé ont eu un effet globalement bien plus dévastateur que bénéfique sur les risques économiques et sociaux en France.